

PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : KPP-2016-266

Agen, le

12 MAI 2016

Arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R104-28 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R-104-8 et suivants ;

Vu la demande présentée par la Mairie de CLAIRAC, reçue le 22 mars 2016, demandant à l'autorité environnementale de se prononcer sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de CLAIRAC ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de la Santé en date du 14 avril 2016 ;

Considérant que le dossier d'examen au cas par cas soumis à l'Autorité environnementale intègre un diagnostic environnemental, ayant permis de mettre en évidence :

- la présence, à proximité du territoire de la commune, des sites Natura 2000 de la « Garonne » et de « l'Ourbise »,
- la présence sur le territoire communal des Zones Naturelles d'Interêt Ecologique Faunistique et Floristique du « Pech de Berre », et des « Coteaux de la basse vallée du Lot – confluence avec la Garonne »,
- un arrêté préfectoral de protection de biotope (« La Garonne et section du Lot ») concernant la commune ;

Considérant que le dossier intègre une hiérarchisation des enjeux portant sur le milieu naturel, établie sur le territoire communal, permettant de mettre en évidence les secteurs les plus sensibles composés notamment par les cours d'eau, les zones humides, les boisements, les milieux en contact avec les cours d'eau, et les prairies humides ;

Considérant que la ressource en eau superficielle présente sur le territoire une certaine vulnérabilité, et qu'à ce titre il apparaît important d'évaluer les besoins en eau, de maîtriser la qualité et la quantité des rejets (domestiques, eaux pluviales) ;

Considérant que le projet de territoire vise à accueillir 234 habitants à l'horizon 2025 (la population atteint 2 451 habitants en 2010) ;

Considérant que le projet de territoire vise à limiter la consommation d'espace, en envisageant notamment une densité de 30 à 40 logements à l'hectare dans le centre-bourg et de 7 à 10 logements à l'hectare pour les extensions, en limitant l'urbanisation satellitaire (Montbarbat, Marsac, etc.) et en portant des logiques de recentrage de l'urbanisation ;

Considérant que la démarche d'élaboration du PLU devra s'attacher à étudier l'ensemble des éléments permettant de justifier une ouverture à l'urbanisation en cohérence avec les dispositions du code de l'urbanisme, en particulier concernant l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, et la prévention des pollutions et nuisances de toute nature définies par son article L121-1 ;

Considérant qu'à cet effet et afin de garantir l'absence d'incidence notable sur l'environnement et la santé humaine, le rapport de présentation du PLU devra exposer les motifs de délimitation des zones à urbaniser, évaluer les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expliquer la manière dont le plan prend en compte sa préservation et sa mise en valeur, conformément aux prescriptions de l'article R123-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant plus particulièrement que l'analyse des incidences du PLU sur l'environnement devra détailler les aspects relatifs à la gestion de l'assainissement des eaux usées générées par l'ouverture à l'urbanisation, à la gestion des eaux pluviales ;

Considérant que toute incidence potentielle sur l'environnement liée au mode d'assainissement d'un secteur urbanisable devra amener la collectivité à se questionner sur la justification de cette ouverture à l'urbanisation ;

Considérant que la démarche d'élaboration du PLU devra également amener la collectivité à s'interroger sur les incidences paysagères des nouvelles zones à urbaniser, en limitant l'urbanisation de type linéaire très préjudiciable sur cette thématique ;

Considérant que la démarche d'élaboration du PLU devra également détailler les aspects relatifs à la santé (notamment alimentation en eau potable, zone de baignade, nuisances liées aux activités, habitat, choix des plantations non allergènes)

Considérant qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de CLAIRAC, à mener conformément aux attendus du code de l'urbanisme, soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la seconde section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de révision du PLU de la commune de CLAIRAC **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.121-18 du code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale est délivrée au regard des informations contenues dans la demande et ses annexes. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de Lot-et-Garonne et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

Le Préfet,


Patricia WILLAERT

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Madame le Préfet de département

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale

Recours gracieux :

à adresser à Madame le Préfet de département.

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la Préfecture ayant pris la présente décision.

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

1
2
3
4

1